

1. TULLOCH, DA. 1990. THE
ROCKIES - TRAVELLING
S1. PRAIRIE. 1990. 1990.
DA. 1990.
ROCKIES. 1990. 1990.

DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

CONTRACTANT	LOCAL OFFICE USE
B.A.B.L.	B.A.B.L.
BOBIC NOB	BOBIC NOB
100 RUE DU CHEVAL BLANC	100 RUE DU CHEVAL BLANC
PARC DU CHEVAL BLANC	PARC DU CHEVAL BLANC
59700 MARCQ EN BAROEUL	59700 MARCQ EN BAROEUL

1. *Pharmaceutical industry* – The pharmaceutical industry is the largest and most profitable of the health care industries. It is responsible for the development, production, and distribution of pharmaceuticals. The industry is highly regulated and has a long history of innovation. It is a major source of funding for health care research and development.

```

Denomination: anglais
SOCIETE DE RECHERCHE ET D'EXPLOITATION
CONSTRUCTION (SARL) de 100 % - PUBLIC
-----
1. Piece déposée le 14/12/2000 11:04 0000011
-----
1. PV D'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE 28/09/2000
-----
1. ACTE DEP 4, DECE 01 15/11/2000
1. - DECISION DE REP 1 15/11/2000
-----
1. STATUTE MIS A JOUR 20/11/2000
1. DEMANDE DE BREVET D'INVENTION 15/11/2000

```

[illegible]

Toute reproduction du crésant est strictement interdite.

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR VERTE
ÊTES EN PRÉSENCE D'UN JURY

CESSION DE PARTS SOCIALES

WISE POUR LE TIMBRE ET ENREGISTRE A
LA RECETTE DE TOURCOING SUD
Bordereau N° : 332 / Case : 7 / Ext. : 1384

Entre les soussignés:

le 22 NOV. 2000

Monsieur Jean-François DELAoustRE

né le 7 avril 1960 à Béthune (62),
demeurant à Marcq en Baroeul (Nord) au 492, rue Albert Bailly,
époux de Madame Marie David MATTON avec laquelle
il est marié sous le régime de la communauté légale avec
contrat de mariage en date du 30 janvier 1988 devant
Maître Lebray, Notaire à Béthune,

Reçu { - Timbre : 20 F 2 p x 60 p = 240 F
- Enregistr. : onze mille cinq cent vingt p
Le Receveur Principal,
Kelly

ci-après dénommé le Cédant
d'une part,

ET

Monsieur Julien SAVOYE,

né le 30 décembre 1966 à LILLE (59),
demeurant à MOUVAUX (59420) 128, rue de Roubaix
époux de Madame Fanny QUITTELIER, avec laquelle
il est marié sous le régime de la Communauté légale,
au terme de leur union célébrée le 24 juillet 1999
à la Mairie de MOUVAUX

ci-après dénommé le Cessionnaire
d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit:

La SARL SOPIC NORD, Société à responsabilité limitée, dont le siège social est à Marcq en Baroeul 59700 au 100, rue du Cheval Blanc, Parc du Cheval Blanc, a été constituée par acte sous seing privé en date du 19 février 1991, enregistrée à Tarbes Sud Recette principale des impôts le 22 février 1991 F°322 bordereau 70 case 2.

Elle est immatriculée au RCS de ROUBAIX TOURCOING sous le n° B 381 509 819. Son capital s'élève à la somme de 100 000. francs, divisé en 1 000 parts sociales de 100. Francs chacune, numérotées de 1 à 1 000, entièrement libérées.

Le Cédant possède dans cette société 311 parts sociales numérotées de 690 à 1000 qui lui ont été attribuées lors de la constitution de la société en rémunération de son apport et lors de la cession en date du 29 juin 1994 des parts appartenant à SOPIC.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CEDANT:

Aux présentes intervient Madame Marie David MATTON, épouse DELAoustRE conjoint du Cédant qui déclare donner son consentement à la cession des 60 parts sociales consentie par son époux au profit de Monsieur Julien SAVOYE.

S *H* *ES*

INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE:

Aux présentes intervient Madame FANNY SAVOYE épouse QUITTELIER, conjoint du Cessionnaire qui déclare avoir été prévenue antérieurement aux présentes, par Monsieur SAVOYE, des conditions de la cession ci-dessous et renonce définitivement au droit de revendiquer la qualité d'associée pour la moitié des parts sociales acquises. Par suite de cet avertissement prévu à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur SAVOYE ne pourra se trouver exposé aux sanctions prévues à l'article 1427 du même code.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT:

CESSION:

Par les présentes, le Cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit au Cessionnaire qui accepte, 60 parts sociales de ladite société qui lui appartiennent numérotées de 690 à 749, avec tous les droits et obligations y attachés.

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribué aux dites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

PRIX:

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 240 000.F (DEUX CENT QUARANTE MILLE FRANCS) les 60 parts que le Cessionnaire s'engage à régler avant septembre 2 001, au plus tard.

FORMALITES - POUVOIRS:

La présente cession a été agréée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SARL SOPIC NORD en date du 29 septembre 2000.

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au greffe du Tribunal de Commerce de Roubaix Tourcoing.

Afin de rendre opposable la présente cession à la société, il sera déposé un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales requises.

FRAIS:

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Marcq en Baroeul
Le 16 novembre 2000
en six exemplaires

le Cédant

le Cessionnaire

*Copie certifiée
conforme à
l'original*

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 29 SEPTEMBRE 2000**

Dénomination : Société de Participation d'Investissement et de Construction région Nord,
SOPIC NORD

Forme : SARL

Capital : 100 000.Francs

Siège social : 100, rue du Cheval Blanc - Parc du Cheval Blanc –
59700 MARCQ EN BAROEUL

R.C.S. n° et

Lieu : Roubaix Tourcoing B 381 509 819

L'an deux mille,

Le 29 septembre à 10 heures, les associés de la SARL SOPIC NORD se sont réunis en
assemblée générale extraordinaire, sur convocation verbale de la gérance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-François DELAoustRE, gérant associé. Lequel
constate que sont présents :

- SA SOPIC
représentée par monsieur Michel COUSIN
titulaire de ----- 100 parts
- SA SOPIC INVESTISSEMENT
représentée par monsieur Didier ESCANDE
titulaire de ----- 509 parts
- Monsieur Jean-François DELAoustRE
titulaire de ----- 331 parts
- Monsieur Olivier SIROT
titulaire de ----- 60 parts

et que le total des parts présentées est de 1 000, soit la totalité des parts sociales émises par la
société.

En conséquence, le Président constate que l'Assemblée est habilitée à prendre toutes décisions
ordinaires conformément aux statuts.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément d'un nouvel associé en vue de cession de parts
- Modification corrélatives des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

Il précise que toutes les documents ont été tenus à la disposition des associés au siège social, dans les délais prévus.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations, reconnaît la validité de la convocation. Le Président met successivement aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

Conformément au protocole d'accord signé le 27 octobre 1999 entre SOPIC, SOPIC INVESTISSEMENT, Jean-François DELAoustRE et Julien SAVOYE, Jean-François DELAoustRE a informé la société de son intention de céder 6 % du capital de SOPIC NORD soit 60 de ses parts à Julien SAVOYE.

Cette cession est autorisée par la collectivité des associés et Monsieur SAVOYE est agréé en tant que nouvel associé.

Cette résolution est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION:

Conformément au protocole d'accord signé le 29 octobre 1999 entre SOPIC, SOPIC INVESTISSEMENT, Jean-François DELAoustRE et Olivier SIROT, et pour faire suite à l'assemblée générale du 29 octobre 1999, SOPIC INVESTISSEMENT va céder 4 % du capital de SOPIC NORD soit 40 de ses parts et Jean-François DELAoustRE 2 % du capital soit 20 de ses parts à Olivier SIROT, associé.

La collectivité des associés en prend bonne note et cette résolution est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION:

La collectivité des associés, comme conséquence des résolutions précédentes, sous réserve de la réalisation des cessions de parts projetés, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où ces cessions seront rendues opposables à la Société.

"ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à CENT MILLE FRANCS (100 000. F).

Il est divisé en MILLE parts sociales de 100. Francs chacune entièrement libérées, numérotées de 1 à 1 000, et appartenant à chacun des associés dans les proportions suivantes :

<i>- SA SOPIC</i>	
<i>à concurrence de 100 parts sociales portant les n°s 1 à 100, ci</i>	<i>100 parts</i>
<i>- SA SOPIC INVESTISSEMENT</i>	
<i>à concurrence de 469 parts sociales portant les n°s 101 à 569, ci</i>	<i>469 parts</i>



- Mr Jean-François DELAoustRE
à concurrence de 251 parts sociales portant les n°s 750 à 1 000, ci 251 parts

- Mr Olivier SIROT
à concurrence de 120 parts sociales portant les n°s 570 à 689,, ci 120 parts

- Mr Julien SAVOYE
à concurrence de 60 parts sociales portant les n°s 690 à 749,, ci 60 parts

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS
COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL

1 000 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent , sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

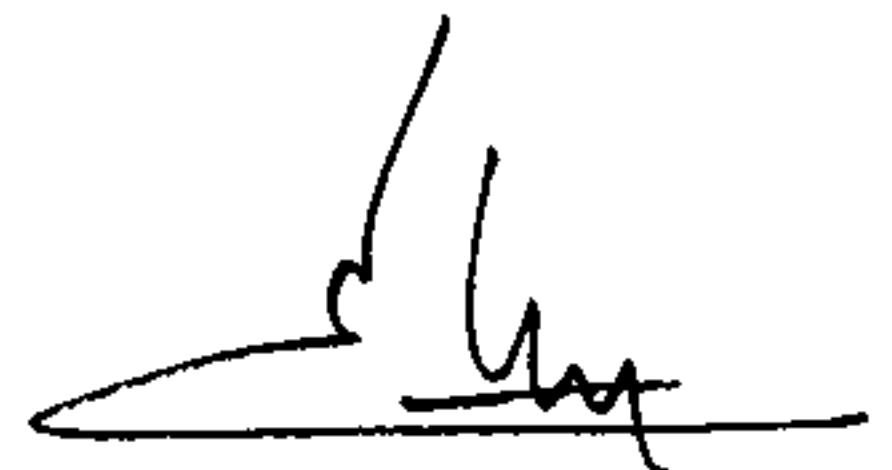
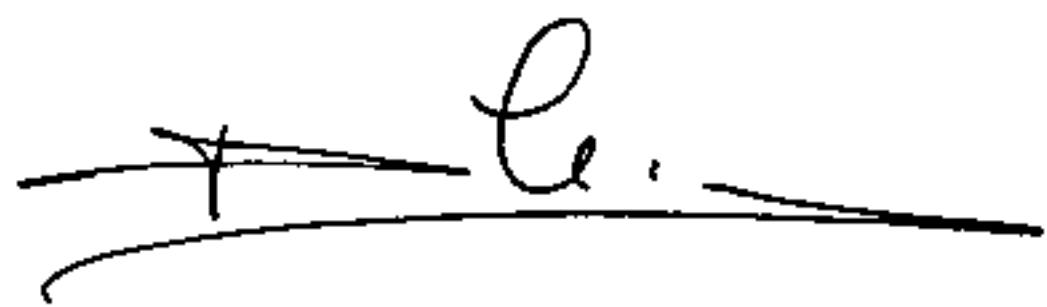
QUATRIEME RESOLUTION :

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original , d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11 heures .

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le Gérant ainsi que par tous les associés présents, après lecture.



LISTE DE PRESENCE
DE LA SARL SOPIC NORD
A
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 29 SEPTEMBRE 2000

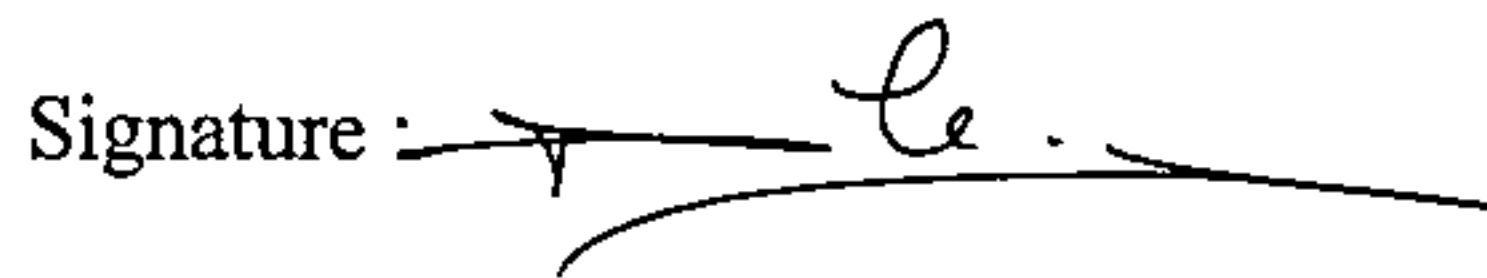
- **SOPIC**
représentée par Michel COUSIN

Signature :



- **SOPIC INVESTISSEMENT**
représentée par Didier ESCANDE

Signature :



- **Jean-François DELAoustRE**

Signature:



- **Olivier SIROT**

Signature:



*Copie certifiée
conforme à
l'original*

**STATUTS
SARL SOPIC NORD**

*modifiés le 11 décembre 1991, le 16 mars 1992, le 29 juin 1994
le 6 avril 1995, le 30 avril 1999, le 23 décembre 199 et le 20 novembre 2000*

IDENTIFICATION DES PARTIES AU PRESENT SOUS-SEING

1. **La SOCIETE DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION - SOPIC**, société anonyme au capital de 3 500 000.Francs, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarbes sous le n° B 328 768 544 et dont le siège social est à Tarbes 65000 au 5, cours Gambetta représentée par son Président, Monsieur Jean LECOULS
2. **La SOCIETE SOPIC INVESTISSEMENT**, société anonyme au capital de 250 000.Francs, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarbes sous le n° B 378 653 885 et dont le siège social est à Tarbes 65000 au 5, cours Gambetta représentée par son Président, Monsieur Didier ESCANDE
3. **Monsieur Jean-François DELAoustRE**
demeurant à Marcq en Baroeul (Nord) 492, rue Albert Bailly
né le 7 avril 1960 à Béthune (62)
Epoux de Madame Marie David MATTON avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale avec contrat de mariage en date du 30 janvier 1988 devant Maître Lebray, Notaire à Béthune.
4. **Monsieur Olivier SIROT**,
demeurant à UCCLE (1180) au 10, avenue du Vert Chasseur en BELGIQUE,
né le 29 décembre 1964 à VALENCIENNES (59), époux de Madame Virginie BLUZOT avec laquelle il est marié sous le régime de la Communauté légale, au terme de leur union célébrée le 6 avril 1991 à la Mairie de LILLE.
5. **Monsieur Julien SAVOYE**,
demeurant à MOUVAUX (59420) 128, rue de Roubaix
né le 30 décembre 1966 à LILLE (59),
époux de Madame Fanny QUITTELIER, avec laquelle il est marié sous le régime de la Communauté légale, au terme de leur union célébrée le 24 juillet 1999, à la Mairie de MOUVAUX

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'ils ont convenu de constituer.

ARTICLE I - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet:

- d'une manière générale, l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'échange ou la prise à bail et la location de tous immeubles urbains ou ruraux, bâtis ou non bâtis
- L'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets immobiliers en vue soit de la construction de maisons individuelles soit de lotissements, soit de l'édification d'ensembles comprenant principalement des constructions individuelles ou collectives, ou les deux à la fois, le tout destiné à la vente et accessoirement à la location
- La prise de participation dans toutes les opérations immobilières

- La gérance de toutes sociétés constituées pour ces opérations
- Et accessoirement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de SOCIETE DE PARTICIPATION D'INVESTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION REGION NORD et par abréviation SOPIC NORD

Dans tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Sociétés à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, elle doit indiquer en tête de ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances ou récépissés concernant son activité et signés par elle en son nom, le siège du Tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au registre du commerce et des sociétés et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au

100, rue du Cheval Blanc – Parc du Cheval Blanc – 59700 MARCQ EN BAROEUL

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective des associés de nature extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Prorogation :

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

Dissolution :

La dissolution de la société survient normalement à l'expiration de sa durée ou avant cette date, par décision extraordinaire de la collectivité des associés, notamment au cas où l'actif net se trouve réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social.

La dissolution peut être prononcée par voie de justice à la demande de tout intéressé dans les circonstances suivantes :

- A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes, s'il en existe, de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement comme encore si les dispositions du deuxième alinéa de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966 n'ont pas été respectées, lorsque l'actif net de la société est inférieur à la moitié de son capital social et sauf cas de procédure d'apurement collectif du passif ou de règlement judiciaire.
- A l'expiration du délai d'un an suivant la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal, lorsque les associés n'ont pas, pendant ce même délai, porté ce capital au moins à ce montant minimal ou transformé la société en société d'une autre forme. Toutefois, l'action en dissolution n'est recevable qu'après mise en demeure des représentants de la société d'avoir à régulariser la situation et elle est éteinte en cas de conformité à la loi, le jour où le tribunal statue sur le fonds en première instance.

0.5

2

|| S

ARTICLE 6 - APPORTS

- Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de 100 000.Francs, en numéraire.
- Par acte sous seing privé en date du 29 novembre 1991, notifié à la société le 6 décembre 1991, SOPIC INVESTISSEMENT a cédé à la SA SOPIC ses 390 parts sociales .
- Par acte sous seing privé en date du 29 juin 1994 notifié à la Société le même jour, la SA SOPIC a cédé 80 de ses parts à Jean- François DELAoustre.
- Par acte sous seing privé en date du 6 mars 1995, notifié à la société le 6 avril 1995, SOPIC a cédé à la SA SOPIC INVESTISSEMENT 569 de ses parts sociales, cession qui avait été autorisée et nouvel associé agréé par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 mars 1995.
- Par acte sous seing privé en date du 17 novembre 1999 notifié à la Société le même jour, la SA SOPIC INVESTISSEMENT a cédé 60 de ses parts à Olivier SIROT.
- Par actes sous seing privé en date du 15 novembre 2000 notifiés à la Société le 20 novembre, la SA SOPIC INVESTISSEMENT a cédé 40 de ses parts et Jean-François DELAoustre 20 de ses parts à Olivier SIROT.
- Par acte sous seing privé en date du 16 novembre 2000 notifié à la Société le 20 novembre, Jean-François DELAoustre a cédé 60 de ses parts à Julien SAVOYE.

Les comparants, personne physique, déclarent ici que les fonds ci-dessous apportés par eux ont été prélevés sur les communautés existant avec leurs conjointes.

INTERVENTIONS:

Aux présentes est intervenue Madame Marie David MATTON, épouse DELAoustre demeurant à Le Pecq (78230) au 5, Quai Voltaire - Résidence des Thermes - Appartement N° 8 née à Faches Thumesnil (59) le 1er septembre 1963.

Laquelle déclare avoir été prévenue antérieurement aux présentes, par Monsieur DELAoustre, des conditions de l'apport ci-dessous et renonce définitivement au droit de revendiquer la qualité d'associée, la rémunération dudit apport devant être faite au profit de son Epoux.

Par suite de cet avertissement prévu à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur Jean-François DELAoustre ne pourra se trouver exposé aux sanctions prévues par l'article 1427 du même code.

Madame VIRGINIE BLUZOT, épouse SIROT demeurant à UCCLE (1180) au 10, avenue du Vert Chasseur en BELGIQUE, née le 30 septembre 1963, a déclaré dans deux courriers joints du 17 novembre 99 et 13 novembre 2000 avoir été prévenue antérieurement aux présentes, par Monsieur SIROT, des conditions de l'apport ci-dessous et renoncé définitivement au droit de revendiquer la qualité d'associée, la rémunération dudit apport devant être faite au profit de son Epoux.

Par suite de cet avertissement prévu à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur Olivier SIROT ne pourra se trouver exposé aux sanctions prévues par l'article 1427 du même code.

Madame Fanny QUITTELIER, épouse SAVOYE demeurant à MOUVAUX (59290) 128, rue de Roubaix, a déclaré dans un courrier joint du 14 novembre 2000 avoir été prévenue antérieurement aux présentes, par Monsieur SAVOYE, des conditions de l'apport ci-dessous et renoncé définitivement au droit de revendiquer la qualité d'associée, la rémunération dudit apport devant être faite au profit de son Epoux.

Par suite de cet avertissement prévu à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur Julien SAVOYE ne pourra se trouver exposé aux sanctions prévues par l'article 1427 du même code.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à CENT MILLE FRANCS (100 000. F).

Il est divisé en MILLE parts sociales de 100. Francs chacune entièrement libérées, numérotées de 1 à 1 000, et appartenant à chacun des associés dans les proportions suivantes :

- SA SOPIC
à concurrence de 100 parts sociales portant les n°s 1 à 100, ci 100 parts

6.9 3 

- SA SOPIC INVESTISSEMENT	
à concurrence de 469 parts sociales portant les n°s 101 à 569, ci	469 parts
- Mr Jean-François DELAUSTRE	
à concurrence de 251 parts sociales portant les n°s 750 à 1 000, ci	251 parts
- Mr Olivier SIROT	
à concurrence de 120 parts sociales portant les n°s 570 à 689,, ci	120 parts
- Mr Julien SAVOYE	
à concurrence de 60 parts sociales portant les n°s 690 à 749,, ci	60 parts
TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	1 000 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent , sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont toutes entièrement libérées.

ARTICLE 8 - COMPTE COURANT D'ASSOCIES

Chaque associé aura la faculté sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale en compte courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue et soumise ultérieurement à l'approbation visées à l'article 18 ci-après

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêt et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux de rendement brut à l'émission des obligations des sociétés privées.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribué en représentation d'apport en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés selon les modalités qu'elles déterminent, et en se conformant aux prescriptions des articles 61 et 62 de la loi du 24 juillet 1966.

Il peut être également augmenté en vertu d'une semblable décision, par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles ou par leur affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

2. Le capital peut aussi être réduit, par décision collective extraordinaire des associés, pour cause de perte ou par voie de remboursement ou de rachat partiel de part et au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts, sauf toutefois, que le capital social ou la valeur nominale des parts puissent être réduits en dessous des mini mas fixés par la loi.

Si, à la suite de perte, le capital est ramené à un montant inférieur au minimum légal, la réduction doit être suivie dans le délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum à moins que dans le même délai, la société ne se transforme en société d'une autre forme, n'exigeant pas un capital minimum.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas, la réduction de capital quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte l'égalité des associés.

3. Le capital social peut également en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être amortie en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autre que la réserve légale.

Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties, perdent à due concurrence leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous leurs autres droits.

0.9 4 

4. Lors de toutes augmentation ou réduction du capital social, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toutes acquisitions ou cessions de parts, ou droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux, d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 10 - PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création, mention de leur libération et de leur répartition devra être portée dans les statuts. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.
Elles sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société, à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice, un mandataire chargé de les représenter.

En cas d'usufruit s'exerçant sur les parts sociales, le droit de vote appartient au nu-propriétaire ; toutefois, l'usufruitier participe seul aux décisions concernant l'affectation des bénéfices.

2. Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la société et dans la répartition de l'actif social.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelques mains qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants ayants causes et héritiers d'un associé, ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis, ne donnent aucun droits à leur propriétaire contre la société.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales, ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Les associés ayant à faire dans ce cas, leur affaire personnelle du regroupement du nombre de parts nécessaires

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Toute cession de part sociale doit être constaté par écrit soit par acte notarié soit par sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société qu'après qu'elle ait été signifiée, ou qu'elle l'a acceptée dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

0.9 5 

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et en outre après dépôt en annexe au registre du commerce et de deux expéditions ou de deux originaux dudit acte de cession.

- 2°) Les parts sont librement cessibles, à titre gratuit ou onéreux, entre associés.
- 3°) Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux, ou gratuit à des tiers non associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai d'un mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus dans les deux mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts moyennant un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts, et de racheter ces parts, au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

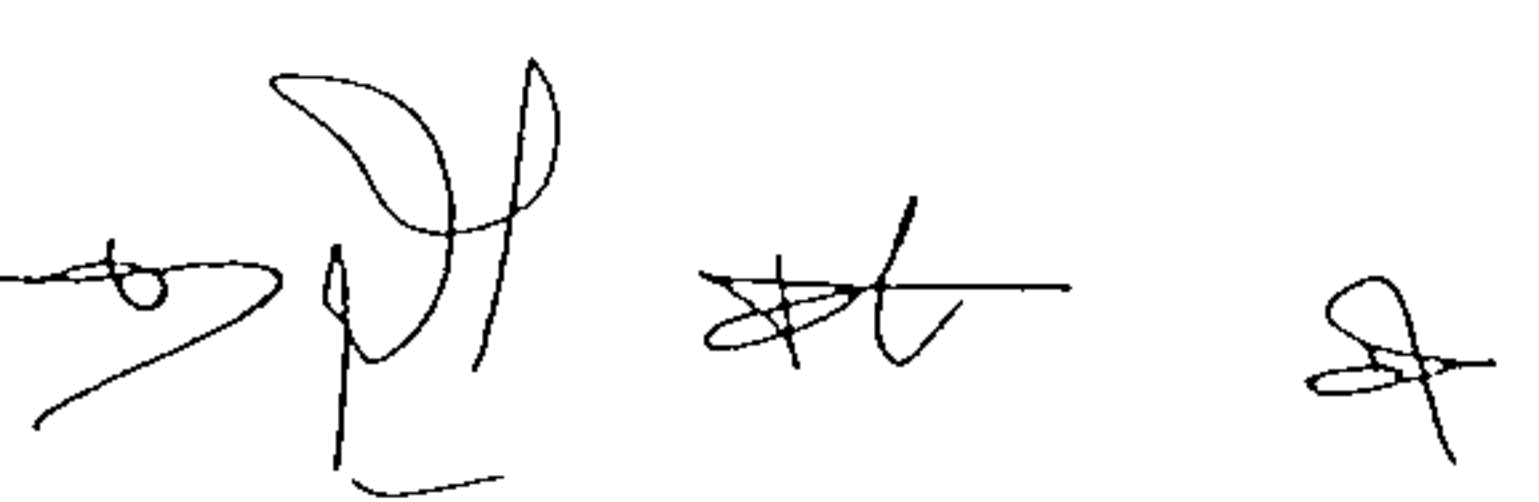
Si à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession, initialement prévue.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession, alors mêmes qu'elles auraient eu lieu par adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

- 4°) Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de part sociale, soit par notification de sa décision à l'intéressé soit, par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.
- 5°) En cas de décès d'un associé, ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé, éventuellement son conjoint survivant et avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés, représentant les trois quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants-droit et conjoint, doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notarié ou de l'extrait de l'intitulé d'inventaire.

Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec accusé de réception, faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants-droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts afin que les associés se prononcent sur leur agrément.



En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent, par acte extrajudiciaire ou par réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée, par la société au cas de décès ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

- 6°) La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social, à l'issue de toutes cessions de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

Aptitude du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital, à devenir associé

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé des parts souscrites ou acquises.

Lorsque l'apport ou l'acquisition est postérieure à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 82.596 du 10 juillet 1982, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la notification intervient lors de cet apport ou de cette acquisition.

Si la notification intervient après réalisation de l'apport, ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales ou à défaut, la majorité en nombre. L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande à défaut de quoi, l'agrément est réputé accordé. Quand il résulte de la décision dûment notifiée, que le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure ou devient associé pour la totalité des parts concernées.

Décès - Incapacité - Faillite ou Déconfiture d'un associé

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

De plus, la société n'est pas dissoute par la dissolution, la fusion, ou la cession d'un associé personne morale.

ARTICLE 12 - GERANCE

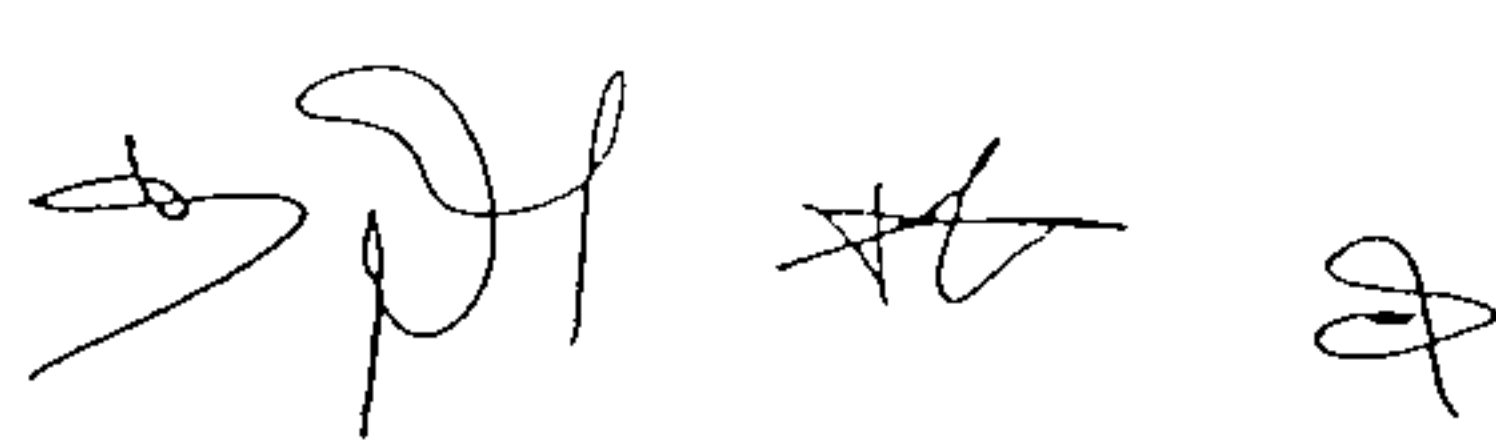
- 1°) La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les associés par décision à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

Lorsque la durée de leur mandat est limitée, les gérants sont rééligibles.

Le mandat d'un gérant prend fin à l'issue de l'assemblée des associés se prononçant sur les comptes de l'exercice écoulé, se réunissant au cours de l'année pendant laquelle ce mandat vient à expiration.

- 2°) Conformément à la loi, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour les actes et opérations entrant dans l'objet social sans limitation.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.



Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que la limitation de pouvoir ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressement convenu que tous les emprunts autres que les crédits bancaires ou les dépôts de sommes en compte courant par les associés, toutes constitutions d'hypothèque ou de nantissement ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

Par contre, toutes opérations se reportant directement à l'objet social et considérées comme opérations normales de gestion ne seront pas soumises à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

- 3°) Sauf décision contraire des associés, prise à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.
- 4°) Le gérant ou s'ils sont plusieurs les gérants, agissant conjointement peuvent sous les responsabilités personnelles, conférer toute délégation de pouvoirs spéciales et temporaires.
- 5°) Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Ils peuvent être révoqués par décision des associés ou de justice dans les conditions prévues par l'article 55 de la loi du 24 juillet 1966.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la société, les gérants de droit ou de fait apparents ou occultes, rémunérés ou non peuvent être déclarés responsables du passif social, et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la loi du 13 juillet 1967.

- 6°) Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés. Cette rémunération figurera aux frais généraux.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

I - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée générale ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toute autre décision, si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié en capital.

II - En cas de réunion d'une assemblée générale, les associés y sont convoqués par la gérance, quinze jours francs d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice les documents sociaux visés à l'article 17 ci-après sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée;

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées, accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée à la société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

III - Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par un associé, sauf s'il n'y a que deux associés.

IV - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

a) Les décisions qualifiées d'ordinaire c'est-à-dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas, directement ou indirectement, modification des statuts qu'autant qu'elle sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, qu'elle que soit la portion du capital représenté, sauf pour nomination ou révocation du gérant.

b) Toutes autres décisions, qualifiées d'extraordinaires, c'est-à-dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, ou la transformer en société en nom collectif simple ou en commandite par actions, et en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la société n'a établi et fait approuver par les associés, le bilan de ses deux premiers exercices.

c) Les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

d) Tant que la société ne comportera que deux associés, toutes les décisions seront prises d'un commun accord entre eux.

V - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur, et signés par le ou les gérants.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès verbal.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous la forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance.

Les copies ou extraits des procès verbaux constatant des décisions collectives à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la loi, la société sera pourvue dans les plus courts délais à l'initiative de la gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis la date des présents statuts jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt onze.

ARTICLE 16 - INVENTAIRE - COMPTES ET BILANS

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte d'exploitation générale, le compte des pertes et profits et le bilan, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

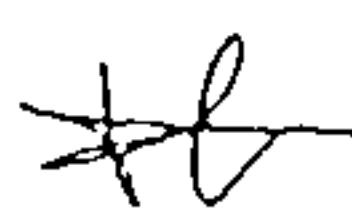
Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois, en cas de proposition de modification, l'assemblée générale des associés, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles et sur rapport de la gérance, se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE 17 - APPROBATION DES COMPTES - DROITS DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.



A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre, et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social, connaissance des comptes d'exploitation générale, comptes de pertes et profits, bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices, sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES GERANTS OU ASSOCIES - INTERDICTION D'EMPRUNT

I - Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

II - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des dispositions de l'article 16 ci-dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Les bénéfices nets diminués des pertes antérieures et des réserves mais augmentés le cas échéant des reports bénéficiaires, constituent les bénéfices distribuables.

Ce bénéfice est réparti entre les associés gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserves généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

ARTICLE 20 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

En cas de perte de la moitié du capital social, la gérance et, à défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider ; à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y'a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, le capital doit être immédiatement réduit d'un montant égal à la perte constatée.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce, une action en dissolution de la société.

ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective ordinaire des associés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-même, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social ; à cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel ; à défaut de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE 23 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE DE LA SOCIETE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE- POUVOIRS:

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce.

En vue d'obtenir son immatriculation, les associés comparants seront tenus de souscrire et déposer, au Greffe du Tribunal de Commerce compétent, la déclaration de conformité prescrite par la loi.

En outre, et dès à présent la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au

Régistre du commerce, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés, appelés à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

Enfin, tous pouvoirs sont donnés au gérant pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

ARTICLE 24 - FRAIS

Les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et en tout cas avant toute distribution de bénéfices.

le 19 février 1991
Z. V. approuvé

[Handwritten signatures and initials]

DUPLICATA

100 000 x 1% plafonné à 430F.

Enregistré à Tarbes-Sud
Recette Principale des Impôts
Le 22 FEV, 1991
F 34 Bord 72 C 2
RECU Quatre cent trente

[Handwritten signature]

Statut certif. en confor
le 19/11/2000

[Handwritten signature]